



Une politique économique erratique

Publié le 22 août 2013 par **Alain Juppé**

La grande nouvelle de la rentrée est à la une du Monde ce matin. « Hausses d'impôts : la gauche craint d'être allée trop loin ». Et encore: « A Bercy, Pierre Moscovici s'inquiète du ras-le-bol fiscal ».

On croit rêver! Nous avons été nombreux, au vu des promesses électorales de F. Hollande pendant la campagne présidentielle, à annoncer un véritable « matraquage » fiscal. La réalité a dépassé toutes nos craintes.

Acte 1 : par « sarkophobie » militante, le gouvernement socialiste a commencé par annuler un certain nombre de mesures fiscales décidées sous le précédent quinquennat : nouveau barème de l'ISF, TVA sociale accompagnée d'une réduction de plus de 10 milliards des charges des entreprises (décidée trop tard il est vrai), défiscalisation des heures supplémentaires pour l'essentiel.

Acte 2 : pour poursuivre la politique de réduction des déficits publics engagée avant 2012 qui s'impose à tout gouvernement responsable, et faute de l'effort courageux de diminution des dépenses publiques auquel l'invitaient tous les spécialistes sérieux, à commencer par la Cour des Comptes, le nouveau pouvoir a fait preuve d'une imagination fiscale inépuisable... qui amène aujourd'hui notre pays à subir un taux de prélèvements obligatoires record (45% du PIB en 2012, 46,3% en 2013).

Et maintenant les Français vont payer la note. Un grand nombre de Français. Pas seulement les « riches » (qu'il vaudrait mieux d'ailleurs ne pas pousser à s'expatrier si nous voulons qu'ils investissent chez nous), mais largement aussi les classes moyennes frappées notamment par la baisse du quotient familial, le plafonnement des fameuses « niches » qui sont en fait des incitations fiscales souvent utiles (en faveur des emplois à domicile par exemple), ou le gel du barème de l'IR.

Alors, panique à bord de l'embarcation socialiste. Certains vont jusqu'à préconiser le rétablissement de la défiscalisation des heures supplémentaires dont avaient bénéficié des millions de salariés! Volte-face stupéfiante, à quelques mois de distance.

Mais, dans le même temps, on nous annonce un nouveau train de majorations fiscales au budget 2014 (6 milliards semble-t-il), et, dans le cadre de la réforme des retraites, une augmentation de la CSG, impôt universel s'il en est.

Comprenez qui pourra. Cette incohérence, cette absence totale de visibilité et de stabilité, le sentiment, largement répandu, que le gouvernement ne sait pas où il va ont des conséquences désastreuses. Cette politique erratique a brisé la confiance des acteurs économiques, véritable ressort de la croissance sans laquelle notre économie ne créera pas les emplois productifs et durables dont nous avons besoin. Il faut arrêter le jeu de massacre!

Ah ! mais j'oubliais ! En 2025, si l'on en croit le dernier séminaire gouvernemental, la France sera un véritable Eden. Pourquoi s'inquiéter ?